CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 08 DECEMBRE 2016

I. COMMANDE PUBLIQUE

1. Marchés publics

a) Marchés passés en délégation

En application de l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président rend compte des marchés en procédure adaptée (14/09/2016 au 06/12/2016) signés en vertu des délégations données par le Conseil Communautaire.

Le détail est exposé ci-après :

BUDGET	LIBELLE	ATTRIBUTAIRE	MONTANT € HT	
PRINCIPAL	Développement durable : assistance à maîtrise d'ouvrage Cit'ergie	EXPLICIT	35 123.33	
	Projet station biogaz	ENEDIS	6 680.98	
	Mission assistance à maîtrise d'ouvrage billettique	ARTELIA	16 500.00	
	Sécurité informatique	SIGMA IP	12 856.88	
	Serveur Exchange	SIGMA IP	10 978.00	
	Clôture site Simon	SCHERTZ	9 641.00	
	Impression calendriers multflux	INTER'PRINT	6 416.66	
	Maîtrise d'œuvre itinéraire cyclable entre Tenteling et Güdingen	ARTELIA	11 880.00	
	Aménagement paysager Parc à Bois	KEIP ALBERT	23 650.25	
	Piscine			
	Remplacement disjoncteurs	ELEC EST	7 474.74	
	Installation caméras	SIGMA IP	4 059.13	
	Acquisition matériel aquafitness pour nouvelle activité	CARDI EAU	10 393.75	
	Achat pompe évacuation eaux suite sinistre dégâts des eaux	KSB SERVICE EST	7 476.20	
	Travaux de réhabilitation piscine :			
	- Maîtrise d'œuvre + missions OPC et CSSI	GRPT STELMASZYK / OTE INGENIERIE	192 232.00	
	- Mission de contrôle technique	APAVE	6 730.00	
	- Mission Sécurité pour la Protection de la Santé (SPS)	APAVE	5 948.00	
	Bâtiments :			
	- Travaux de désamiantage	LINGENHELD TRAVAUX SPECIAUX	64 979.00	
	- Travaux de curage	LINGENHELD TRAVAUX SPECIAUX	117 793.80	
	- Sondages et essais de sol	COMPETENCE GEOTECHNIQUE	9 000.00	
	Création d'une station de compression :			
	- LOT 1 : voirie, assainissement, espaces verts	EUROVIA	211 554.29	
	- LOT 2 : réseaux secs	WETP	144 908.28	
	EAU	Morsbach, rue Pasteur : renouvellement réseau	SADE	310 328.00

	Diebling, rue du Stade : dévoiement réseau	VEOLIA EAU	6 984.89
	Behren-lès-Forbach, rue de Kerbach et imp. du Sorheck : maîtrise d'œuvre pour les travaux de renouvellement du réseau	MK ETUDES	7 200.00
	Oeting, pose grillage au château d'eau du Kelsberg	SNEE	15 000.00
	Forbach, rue Principale : remise à niveau bouche à clef	LINGENHELD TRAVAUX PUBLICS	16 266.00
ASSAINISSEMENT	Equippedement du bassin de pollution du Simbachmühle	SOCIETE DES EAUX DE L'EST	13 429.11
	Schoeneck, rue Victor Hugo : étanchéité fossé canalisé EU	TELEREP EST	15 130.00
	Morsbach, rue Pasteur : renouvellement réseau assainis.	SADE	361 907.00

Le Conseil Communautaire,
à l'unanimité,

- prend acte de cette information.

I. COMMANDE PUBLIQUE

2. Actes divers et spéciaux

a) Réalisation d'un itinéraire cyclable entre Tenteling et Güdingen

Le tracé de l'itinéraire cyclable entre Tenteling et Güdingen, d'environ 17 km dont 6 km en site propre, assure la continuité de l'itinéraire cyclable du « Chemin des Romains » réalisé par la Communauté d'Agglomération de Forbach Porte de France avec les itinéraires cyclables des berges de la Sarre réalisés par l'Agglomération de Sarrebruck.

Les travaux se décomposent en trois tranches :

1. Le point de départ de la liaison cyclable se fait depuis Alsting pour assurer une continuité des pistes cyclables passant par Güdingen, côté allemand. Ce cheminement en site propre démarre dans la vallée du Simbach et conduit vers Spicheren en direction du nouveau quartier de la Kleinwitz.
2. Du quartier de la Kleinwitz, le circuit se poursuivra, en partie, en site propre pour déboucher rue de la Chemiserie. Il traversera ensuite la RD 32 pour rejoindre la salle polyvalente de Kerbach en empruntant la forêt d'Etzling et les voiries communales traversant la localité.
3. De Kerbach, la piste rejoindra le Moulin de Tenteling, au lieu-dit du Grauberg, pour venir se raccorder sur l'itinéraire cyclable du « Chemin des Romains ». Le tracé traversera la RD 31, passera sous la voie rapide et empruntera la rue Jeanne d'Arc traversant la localité de Bousbach.

Le montant de l'ensemble des travaux des trois tranches estimé à 1.5 M€ se décompose comme suit :

- Tranche ferme : 400 000 € qui permettra de relier Spicheren à Güdingen via Alsting
- Tranche conditionnelle 1 : 700 000 € qui permettra de relier Kerbach à Spicheren via Etzling
- Tranche conditionnelle 2 : 400 000 € qui permettra de relier Tenteling à Kerbach via Bousbach

La décision d'affermissement ou non des tranches conditionnelles se fera dans un délai de 36 mois.

Le marché de maîtrise d'œuvre a été attribué à ARTELIA pour un montant de 11 880.00 € HT pour la tranche ferme, 17 500.00 € HT pour la tranche conditionnelle 1, et 11 880.00 € HT pour la tranche conditionnelle 2.

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable du Bureau,
décide à l'unanimité,

- d'autoriser le Président à signer le(s) marché(s) travaux et de prendre toute décision concernant les éventuelles modifications des marchés en cours d'exécution,
- d'imputer les dépenses ouvertes ou à ouvrir au Budget Principal, Chapitre 23.

II. DOMAINE ET PATRIMOINE

1. Aliénations

a) Technopôle Forbach-Sud : échange de parcelles et aménagement du site CAT La Rose des Vents

L'ancienne concession BMW, située le long de la bretelle d'accès à la RD31 Bis, a fait l'objet d'une acquisition récente par le garage Peugeot MOURER, situé actuellement sur la ZA Les Hauts d'Oeting. Dans le cadre de cette acquisition et du projet de rénovation du site, la Communauté d'Agglomération propose d'améliorer l'accès et la mise en valeur de l'entrée de zone. L'aménagement consiste à réaliser une voie entre la rue Bunsen et la rue Hertz, en limite de propriété du CAT et de la société PROMOCASH. Il est pour cela nécessaire de procéder à un échange de terrain avec le CAT. Ce nouvel accès se substituera à une future réfection de la rue Hertz, actuellement empruntable en limite Est de propriété du CAT, et en très mauvais état. Il est par ailleurs à préciser que le site est soumis à réglementation PPRT (Plan de Prévention des Risques Technologiques) qui empêche la création d'une vitrine et façade commerciales à l'Est du bâtiment acquis par M. MOURER. Le 26 octobre 2016 le Conseil d'Administration du CAT a donné son accord au projet d'échange de parcelles avec la Communauté d'Agglomération selon les modalités suivantes (PVA provisoire n°46834) :

- Cession en limite sud de la propriété du CAT d'un terrain de 918 m² par la Communauté d'Agglomération en faveur du CAT, composé des parcelles cadastrées ban de Folkling section 28 n°9/604 (314 m²) et n°12/601 (604 m²) ;
- contre obtention d'une bande de terrain d'une surface de 718 m² situé en limite Ouest, composé des parcelles cadastrées ban de Folkling section 28 n°2/560 (354 m²), n°4/562 (177 m²), n°6/564 (175 m²) et n°8/566 (12 m²) ;

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la Commission Développement Economique,
et du Bureau,
décide à l'unanimité,

- de valider l'échange des parcelles correspondantes tel que défini ci-dessus ;
- d'autoriser le Président à signer les actes administratifs correspondant ;
- d'autoriser les actes relatifs aux aménagements mentionnés, lesquels feront l'objet d'une inscription au BP 2017.

II. DOMAINE ET PATRIMOINE

1. Aliénations

b) Technopôle Forbach-Sud : cession Haman

Le gérant de la société HAMAN, située rue Hertz au Technopôle, s'est porté candidat à l'acquisition d'un ensemble foncier composé de :

- En limite Est de propriété, les parcelles cadastrées ban de Folkling section 28 n°599 d'une surface de 76 m² et n°14/597 d'une surface de 313 m² selon PVA provisoire n°46834. La parcelle n°599 faisait l'objet d'une mise à disposition permettant l'accès du gérant à sa propriété.
- En limite Ouest de propriété, les parcelles cadastrées ban de Folkling section 28 n°22/602 d'une surface de 66 m², n°20/606 d'une surface de 78 m² et n°17/607 d'une surface de 56 m² selon PVA provisoire n°46834.

Il est proposé au Conseil la cession à la société AH GROUPE de l'ensemble foncier d'une surface totale de 589 m² au prix de 10 € HT/m² soit 5 890 € HT, TVA de 20% en sus.

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la Commission Développement Economique,
et du Bureau,
décide à l'unanimité,

- d'autoriser le Président à signer l'acte de vente correspondant.

II. DOMAINE ET PATRIMOINE

1. Aliénations

c) Technopôle Forbach-Sud : cession Mourer

Le propriétaire du garage Peugeot MOURER, situé actuellement sur la Zone d'Activités Les Hauts d'Oeting, a acquis le bâtiment hébergeant précédemment la concession BMW en entrée de zone. Il est prévu un transfert de l'activité sur le nouveau site ainsi qu'une extension future, permettant la consolidation de 11 emplois et la création de 10 emplois nouveaux à terme.

Au titre de l'aménagement et de l'embellissement du site, M. MOURER s'est porté candidat à l'acquisition de l'ensemble foncier situé à l'Ouest du bâtiment, en bordure de la bretelle d'accès à la voie rapide. Celui-ci comprendrait, selon procès-verbal d'arpentage provisoire n°46834 :

- ⇒ Le sous-ensemble d'une surface totale de 1 775 m² au prix de 10 € HT/m², composé des parcelles cadastrées ban de Folkling section 28 :
 - n°13/597 d'une surface de 1 732 m² ;
 - n°595 d'une surface de 43 m² ;
- ⇒ Le sous-ensemble (talus), d'une surface totale de 2 204 m² au prix de 4 € HT/m², composé des parcelles cadastrées ban de Folkling section 28 :
 - n°15/607 d'une surface de 1469 m²
 - n°16/607 d'une surface de 43 m² ;
 - n°594 d'une surface de 452 m² ;
 - n°591 d'une surface de 240 m² ;

Le tout constituant un ensemble foncier de 3 979 m² au prix de 26 566 € HT, TVA de 20% en sus.

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la Commission Développement Economique,

et du Bureau,
décide à l'unanimité,

- d'autoriser le Président à signer l'acte de vente correspondant.

II. DOMAINE ET PATRIMOINE

1. Aliénations

d) Technopôle Forbach-Sud : cession DHR

Par délibération du 9 juin 2016 le Conseil Communautaire autorisait la cession d'un ensemble foncier de 3 620 m², situé rue Laplace au Technopôle Forbach Sud, à la société DHR, au prix de 16€ HT/m², soit 57 920 € HT, TVA de 20% en sus.

L'ensemble est constitué des parcelles cadastrées ban de Behren-lès-Forbach section 5 n°398, 401, 403, 405, 407, 409, 412, 415 et 419.

La société ayant souhaité depuis acquérir le bien via une SCI, il est proposé au Conseil Communautaire d'autoriser la cession du bien aux mêmes conditions à la SCI BATYSAR.

La vente sera soumise au cahier des charges de la zone.

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la Commission Développement Economique,
et du Bureau,
décide à l'unanimité,

- d'autoriser le Président à signer l'acte correspondant.

II. DOMAINE ET PATRIMOINE

1. Aliénations

e) Technopôle Forbach-Sud : cession BTA PLATRERIE

Par délibération du 24 septembre 2015 le Conseil Communautaire a autorisé la cession de la parcelle cadastrée ban de Behren-lès-Forbach Section 6 n°521 d'une surface de 1 888 m², située rue Kelvin, à la société BTA Plâtrerie.

La société souhaite désormais modifier son projet d'installation et s'est portée candidate à l'acquisition de la parcelle cadastrée ban de Behren-lès-Forbach section 6 n°2/533 d'une surface de 2 063 m² selon PVA provisoire n°51738, située de l'autre côté de la rue Kelvin.

Il est proposé au Conseil Communautaire la cession de l'ensemble foncier à la SCI BEKA, porteuse de l'opération, au prix de 16€ HT/m², soit 33 008 € HT, TVA de 20% en sus.

La cession sera soumise au cahier des charges de la zone.

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la Commission Développement Economique,
et du Bureau,

décide à l'unanimité,

- d'autoriser le Président à signer l'acte de vente correspondant.

II. DOMAINE ET PATRIMOINE

1. Aliénations

f) Technopôle Forbach-Sud : échange de parcelles Neuhauser

La société NEUHAUSER (groupe SOUFFLET), propriétaire du bâtiment sis rue Descartes au Technopôle, a interrogé la Communauté d'Agglomération sur la possibilité de procéder à un échange de parcelles permettant une meilleure cohérence dans la définition de ses limites de propriété.

Ainsi, il est proposé la cession à la Communauté d'Agglomération de la parcelle cadastrée ban de Behren-lès-Forbach Section 7 n°467 d'une surface de 2 m², située sur voirie, contre cession à la société NEUHAUSER, ou sa holding, des parcelles cadastrées ban de Behren-lès-Forbach Section 7 n°465 d'une surface de 32 m², ban de Folkling Section 28 n°465 d'une surface de 67 m², n°498 d'une surface de 186 m² ainsi que la parcelle n°617 d'une surface de 54 m².

Il est fixé une condition de prise en charge intégrale par la société des frais d'arpentage et notariés relatifs à l'échange.

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la Commission Développement Economique,
et du Bureau,
décide à l'unanimité,

- d'autoriser le Président à signer les actes correspondant en respect des modalités prévues ci-dessus.

II. DOMAINE ET PATRIMOINE

1. Aliénations

g) Carreau de Marienau : Cession du lot n°10 – BFSAT

La société BFSAT, spécialisée dans la commercialisation de matériaux satellites et actuellement implantée 8, rue Antoine de St Exupéry, connaît une phase de développement.

À ce titre, le Conseil Communautaire du 25 juin 2015 avait autorisé la cession d'un ensemble foncier de 4 880 m² rue Joule au Technopôle Forbach Sud. La société y avait un projet d'implantation d'un bâtiment industriel de 1 200 m².

Courant 2016, le gérant, M. BINGOLBALI, a pris l'attache des services de la Communauté d'Agglomération, afin de reporter son choix sur la parcelle cadastrée ban de Forbach section 32 n°827 formant le lot n°10 situé dans la zone d'activités du Carreau de Marienau, d'une surface totale de 3 109 m².

Il est proposé au Conseil Communautaire, la cession du bien au prix de 32.99 € HT/m², soit 102 551 € HT, TVA de 20% en sus, à la SCI IMMOTECH, porteuse de l'opération.

La vente sera soumise au cahier des charges de la zone.

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la Commission Développement Economique,
et du Bureau,
décide à l'unanimité,

- d'autoriser le Président à signer l'acte de vente correspondant.

II. DOMAINE ET PATRIMOINE

1. Aliénations

h) Eurozone Forbach Nord : cession de terrain à la SEML

La SEML Forbach Porte de France a été mobilisée dans le cadre du projet d'implantation d'une entreprise hébergée actuellement à la pépinière Eurodev Center, sur l'Eurozone Forbach Nord.

Il est prévu la construction d'un bâtiment de 1 730 m² sur une emprise foncière de 8 000 m² située en entrée de zone, parcelle cadastrée ban de Forbach Section 47 n°2/3, selon PVA provisoire n°49413.

Ainsi, il est proposé au Conseil Communautaire, la cession du terrain à la SEML au prix de 8 € HT/m², soit 64 000 € HT, TVA de 20% en sus.

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la Commission Développement Economique,
et du Bureau,
décide à l'unanimité,

- d'autoriser le Président à signer l'acte de vente correspondant.

III. FONCTION PUBLIQUE

1. Personnels titulaires et stagiaires

a) Schéma de mutualisation – Conventions de transfert des personnels

Par délibération du 9 Juin 2016, le Conseil Communautaire a validé la création d'un service commun informatique au 1^{er} janvier 2016, avec les villes de Behren-lès-Forbach, Forbach et Petite-Rosselle.

Il est nécessaire d'autoriser le Président ou le Vice-président délégué à signer une convention avec chaque ville concernée, détaillant les modalités de cette mise en place, ainsi que celles du transfert des personnels.

La création du service commun, ainsi que les modalités de mise en place ont été approuvées par le Comité Technique Paritaire de la Communauté d'Agglomération le 17/11/2016.

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la Commission des Finances et de l'Administration Générale,
et du Bureau,
décide à la majorité des voix moins un vote contre,

- d'autoriser le Président ou le Vice-président délégué à signer les conventions telles qu'annexées à la présente.

III. FONCTION PUBLIQUE

1. Personnels titulaires et stagiaires

b) Autorisations d'absences : fixation du dispositif

L'article 59 de la loi du 26 janvier 1984 prévoit la possibilité d'accorder aux agents des autorisations spéciales d'absence.

En l'absence de réglementation précise, il revient à l'organe délibérant de fixer les modalités d'application, tout en se basant sur les règles applicables à l'Etat et après avis du Comité Technique Paritaire en date du 17 novembre 2016.

Aussi, sont proposées les modalités figurant ci-dessous, avec effet au 01/01/2017 :

Motif	Nombre de jours	Observations
Mariage / PACS de l'agent	5	+ maximum 48 heures de délai de route dans certains cas particuliers
Mariage d'un enfant	2	+ maximum 48 heures de délai de route dans certains cas particuliers
Naissance ou adoption	3	pris dans les 15 jours entourant l'évènement (cumulable avec le congé de paternité)
Décès du conjoint ou enfants	3	+ maximum 48 heures de délai de route dans certains cas particuliers
Décès d'un parent (père ou mère)	3	+ maximum 48 heures de délai de route dans certains cas particuliers
Décès d'un frère, sœur, grand-parent, beau-père ou belle-mère	1	+ maximum 48 heures de délai de route dans certains cas particuliers
Maladie très grave du conjoint ou enfants	3	+ maximum 48 heures de délai de route dans certains cas particuliers
Garde enfant malade	6/an	1x les obligations hebdomadaires de service + 1 jour par année civile (enfants de - de 16 ans ou sans limite d'âge si handicapés) - ce nombre de jours peut être doublé si l'agent assume seul la charge de l'enfant ou si le conjoint ne bénéficie d'aucune autorisation dans son emploi
Déménagement de l'agent	0	
Concours et examens professionnels	Durée des épreuves	

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la Commission des Finances et de l'Administration Générale,
décide à l'unanimité,

- de mettre en place les modalités relatives aux autorisations d'absence avec effet au 01^{er} janvier 2017.

III. **FONCTION PUBLIQUE**

2. **Personnels contractuels**

a) Tableau des emplois

Suite au départ en retraite d'un des agents de la Communauté d'Agglomération, à la mutation d'un professeur du Conservatoire de Musique et de Danse, et à la réussite au concours d'un de nos techniciens, il est nécessaire de revoir le tableau des emplois comme suit :

Filière Technique	existant	nouveau	total
Ingénieur en chef	3	-1	2
Ingénieur	2	1	3
Technicien	3	-1	2
Technicien principal de 2 ^{ème} classe	0	1	1
Filière culturelle			
Assistant d'enseignement artistique principal de 1 ^{ère} classe	11	-1	10
Assistant d'enseignement artistique principal de 2 ^{ème} classe	2	1	3

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la Commission des Finances et de l'Administration Générale,
et du Bureau,
décide à l'unanimité,

- de modifier le tableau des emplois selon le détail ci-dessus.

III. **FONCTION PUBLIQUE**

2. **Régime indemnitaire**

a) Fonctions, sujétions, expertises et engagement professionnel

Le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 a institué un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) qui remplace le régime indemnitaire existant. Il doit être en place au 01^{er} janvier 2017 pour les cadres d'emplois pour lesquels les textes sont parus, et ultérieurement pour les autres.

Ce régime indemnitaire peut être versé aux fonctionnaires stagiaires et titulaires ainsi qu'aux agents non titulaires.

Pour l'instant, il s'adresse uniquement aux filières et cadres d'emplois suivants identifiés dans les services de la Communauté d'Agglomération :

- filière administrative : totalité
- filière sportive : opérateurs des APS et éducateurs des APS

La proposition soumise à l'Assemblée a vocation à s'appliquer à la totalité des filières représentées dans les services communautaires dès parution des décrets d'applications, sachant que les montants retenus, soit 80% du plafond, s'appliqueront de la même manière avec report du résiduel sur le complément indemnitaire annuel - CIA.

Le RIFSEEP comprend 2 parts :

- L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE), liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.
- Le complément indemnitaire annuel (CIA) versé selon l'engagement professionnel et la manière de servir de l'agent. Ce complément est facultatif et peut varier d'une année sur l'autre.

1. L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) :

Chaque cadre d'emplois est réparti en groupes de fonctions suivant le niveau de responsabilité et d'expertise requis ou les sujétions auxquelles les agents peuvent être exposés. Le nombre de groupes et les montants applicables à chaque groupe sont librement définis par la collectivité dans la limite des plafonds fixés pour la Fonction Publique de l'Etat.

Il a ainsi été décidé de constituer 4 groupes de fonctions pour les agents de catégorie A, 3 pour les agents de catégorie B et 3 pour ceux de catégorie C.

Le montant maximum annuel attribué à chaque groupe retenu par la collectivité correspond à 80% du plafond (voir tableau ci-après).

		montant annuel retenu (80%)	montant annuel de référence (plafond)
A1	Direction générale (DGS, DGAS, DGST, Dir. cab)	28 968 €	36 210 €
A2	Direction de pôle ou d'établissement	25 704 €	32 130 €
A3	Responsable de service ou de structure	20 400 €	25 500 €
A4	Chargé de mission	16 320 €	20 400 €
B1	Responsable de service ou de structure	13 984 €	17 480 €
B2	Adjoint de direction	12 812 €	16 015 €
B3	Poste d'instruction avec expertise, animation	11 720 €	14 650 €
C1	Responsable de service ou d'équipement	9 072 €	11 340 €
C2	Assistant de direction	8 640 €	10 800 €
C3	Agent d'exécution, agent d'accueil	8 000 €	10 000 €
C3 logé	Agent d'exécution, agent d'accueil	5 400 €	6 750 €

Chaque agent est placé dans un de ces groupes en fonction de son grade et du poste occupé. Afin de pouvoir fixer le montant individuel qui sera attribué, un certain nombre de critères professionnels ont été définis regroupés sous 3 grands critères :

CRITERE 1 : Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception :

- Responsabilité d'encadrement direct
- Nombre d'agents encadrés
- Fonctions de coordination
- Responsabilité de projet ou d'opération
- Responsabilité de formation d'autrui
- Ampleur du champ d'action (en nombre de missions, en valeur)

- Influence du poste sur les résultats (primordial, partagé, contributif)

CRITERE 2 : Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions :

- Connaissances nécessaires pour le poste
- Complexité
- Niveau de qualification
- Difficulté (exécution simple ou interprétation)
- Autonomie
- Initiative
- Diversité des tâches, des dossiers ou des projets
- Simultanéité des tâches, des dossiers ou des projets
- Influence et motivation d'autrui
- Diversité des domaines de compétence

CRITERE 3 : Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel :

- Vigilance
- Risques d'accident
- Risques de maladie professionnelle
- Responsabilité matérielle
- Responsable pour la sécurité d'autrui
- Facteurs de perturbation (pics d'activité)
- Responsabilité financière
- Effort physique
- Tension mentale, nerveuse
- Relations internes
- Relations externes

Une pondération est mise en place entre ces 3 critères dont :

- 45% du montant maximum pour les fonctions d'encadrement et de pilotage
- 35% du montant maximum pour la technicité et qualifications nécessaires à l'emploi
- 20% du montant maximum pour les sujétions particulières du poste

Ensuite, un coefficient entre 0 et 1 a été attribué à chacun des sous-critères et ce, pour chaque poste, permettant de calculer le montant correspondant à chacun des 3 grands critères et à partir de là, le montant total de l'IFSE.

2. Le complément indemnitaire annuel (CIA) :

En sus de l'IFSE, les agents peuvent percevoir un complément indemnitaire facultatif selon leur engagement professionnel et leur manière de servir. Il est ainsi tenu compte des critères de l'entretien professionnel annuel. Peuvent ainsi être appréciés, l'investissement personnel, le sens du service public, la capacité à travailler en équipe, la contribution au collectif de travail, la capacité d'adaptation aux exigences du poste etc.

Le montant maximal de ce complément est fixé par arrêté et diffère selon le groupe de fonctions.

Il est proposé, pour les services de la Communauté d'Agglomération d'affecter la part des 20% soustraits à la part IFSE à l'enveloppe CIA, sachant que la part de « CIA » ne devra jamais être supérieure à la part « IFSE », et ce, quelle que soit la catégorie.

GROUPE		20% du plafond IFSE	Complément indemnitaire annuel	Plafond annuel
A1	Direction générale (DGS, DGAS, DGST, Dir. cab)	7 242 €	6390 €	13 632 €
A2	Direction de pôle ou d'établissement	6 426 €	5670 €	12 096 €
A3	Responsable de service ou de structure	5 100 €	4500 €	9 600 €
A4	Chargé de mission	4 080 €	3600 €	7 680 €
B1	Responsable de service ou de structure	3 496 €	2380 €	5 876 €
B2	Adjoint de direction	3 203 €	2185 €	5 388 €
B3	Poste d'instruction avec expertise, animation	2 930 €	1995 €	4 925 €
C1	Responsable de service ou d'équipement	2 268 €	1260 €	3 528 €
C2	Assistant de direction	2 160 €	1200 €	3 360 €
C3	Agent d'exécution, agent d'accueil	2 000 €	1200 €	3 200 €
C3 logé	Agent d'exécution, agent d'accueil	1 350 €	1200 €	2 550 €

3. Absentéisme :

En cas de maladie ordinaire, le versement du RIFSEEP est maintenu dans son intégralité durant 30 jours calendaires continus et à hauteur de 50% au-delà.

En cas de longue maladie, l'agent percevra 100% du régime indemnitaire la première année et 50% les 2 années suivantes.

En cas de maladie longue durée (prolongement suite à longue maladie), l'agent percevra 25% du régime indemnitaire durant 2 années.

4. Prise en compte de l'ancienneté :

Une progressivité sera appliquée lors des recrutements ou changements de situation des agents selon les modalités suivantes :

- 1^{ère} année : 50%
- 2^{ème} année : 75%
- 3^{ème} année : 100%

Cette progressivité est appliquée :

- Aux agents nouvellement recrutés et qui n'ont jamais occupé un poste similaire ;
- Aux agents mutés d'une autre collectivité s'ils n'ont pas une ancienneté de plus de 2 ans (suivant mêmes conditions) ;
- Pour les agents nouvellement nommés, après réussite à un concours ou promotion interne, il sera fait application de la même règle en cas de changement de poste. Les agents pourront toutefois conserver le bénéfice de leur ancien RI s'ils y ont intérêt.

5. Maintien du régime indemnitaire antérieur :

Au cas où le montant de l'IFSE attribué à l'agent en fonction du poste qu'il occupe est inférieur à son régime indemnitaire actuel, il a été décidé de maintenir ce dernier par un versement complémentaire par le biais du CIA (complément individuel annuel).

Au même titre que l'IFSE, le versement sera mensualisé.

L'ensemble du dispositif a été approuvé par le Comité Technique Paritaire du 17/11/2016.

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la Commission des Finances et de l'Administration Générale,
et du Bureau,
décide à l'unanimité,

- la mise en place, à compter du 1^{er} janvier 2017, du nouveau régime indemnitaire selon les modalités décrites ci-dessus,
- qu'il s'appliquera à l'ensemble des cadres d'emploi, dans les conditions ci-dessus, dès lors que les décrets d'application le permettront,
- qu'il s'appliquera aux agents stagiaires, titulaires, non titulaires (hors saisonniers, vacataires ou agents occasionnels),
- de voter la dépense à imputer sur les crédits 2017 et suivants, chapitre 012.

III. FONCTION PUBLIQUE

3. Régime indemnitaire

b) Véhicules de service et de fonction : règlement d'utilisation et attribution

Conformément à la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, il convient de fixer les règles s'appliquant, au sein de la collectivité, aux véhicules de service et de fonction.

Le véhicule de service est utilisé par les agents pour les besoins de leur service, pendant les heures et les jours de travail. Il est souvent affecté à une direction ou un service en fonction des besoins et de la nature des missions.

Le tableau ci-dessous indique la répartition des véhicules dans les différents services et leur lieu de remisage :

Service	Nombre de véhicules	Lieu de remisage
DMA	7	Parking de l'hôtel de communauté
Conservatoire	2	Parking du conservatoire
Piscine	1	Parking de la piscine
Service technique	3	Parking de l'hôtel de communauté
Moyens généraux	2	Parking de l'hôtel de communauté
Direction générale	1	Parking de l'hôtel de communauté
Cohésion sociale	2	Parking de l'hôtel de communauté
Service informatique commun	3	Parking pépinière

Vu le nombre de véhicules de la Communauté d'Agglomération, 21 au total, achetés ou en location, il est également nécessaire de mettre en place un règlement concernant le bon usage des véhicules de service. Il a été soumis à l'avis du Comité Technique Paritaire du 17 novembre 2016.

Par ailleurs, et conformément à la réglementation, des véhicules de fonction peuvent être attribués par le Président au DGS et aux DGAS. L'évaluation de l'avantage en nature correspondant se fera au forfait.

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la Commission des Finances et de l'Administration Générale,
et du Bureau,
décide à l'unanimité,

- l'adoption du règlement d'utilisation des véhicules de service annexé à la présente,
- l'attribution de véhicules de fonctions dans les conditions précitées.

IV. INSTITUTIONS ET VIE POLITIQUE

1. Intercommunalité

a) Modification des statuts du SYDEME

Par délibération en date du 19 octobre 2016, le Comité Syndical du Syndicat Mixte de Transport et de Traitement des Déchets Ménagers de Moselle-Est (SYDEME) a validé la modification de ses statuts portant sur la représentation des membres au sein du Comité Syndical et du Bureau.

Sont concernés par les modifications, les articles 6 et 7 des statuts :

STATUTS ACTUELS	NOUVEAUX STATUTS
<p>Art. 6 : Administration du Syndicat Mixte</p> <p>Le SYDEME est administré par un Comité Syndical dont la représentation est assuré par les Communes, Syndicats et Communautés de Communes ou d'Agglomération adhérents, selon la règle suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 délégué titulaire et 1 délégué suppléant par tranche entamée de 10.000 habitants 	<p>Art. 6 : Administration du Syndicat Mixte</p> <p>Le SYDEME est administré par un Comité Syndical dont la représentation est assurée par les Communes, Syndicats et Communautés de Communes et Communautés d'Agglomération adhérents, selon la règle suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 représentant d'office par Communauté de Communes - 2 représentants d'office par Communauté d'Agglomération - Plus un représentant par tranche entamée de 10.000 habitants <p>La population prise en référence pour la détermination du nombre de représentants par tranche est celle qui bénéficie du service.</p>

STATUTS ACTUELS	NOUVEAUX STATUTS
<p>Art. 7 Bureau au Syndicat Mixte</p> <p>Le Comité Syndical élira, conformément à l'article L 5212-12 du CGCT, un Bureau constitué :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du Président - des Vice-présidents - de membres <p>L'ensemble des collectivités adhérentes devra être représenté au sein du Bureau selon la règle suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 représentant pour les structures adhérentes de moins de 50.000 habitants - 2 représentants pour les structures adhérentes de plus de 50.000 habitants 	<p>Art. 7 Bureau au Syndicat Mixte</p> <p>Le Comité Syndical élira, conformément à l'article L 5212-12 du CGCT, un Bureau constitué :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du Président - des Vice-présidents - de membres <p>Toutes les collectivités adhérentes devront être représentées au sein du Bureau selon la règle suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 représentant d'office par Communauté de Communes - 2 représentants d'office par Communauté d'Agglomération - Plus un représentant par tranche entamée de 60.000 habitants <p>La population prise en référence pour la détermination du nombre de représentants par tranche est celle qui bénéficie du service.</p>

Conformément aux dispositions de l'article L 5212-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, les modifications statutaires sont décidées par délibérations concordantes de l'organe délibérant et des conseils des collectivités membres dans les conditions de majorité qualifiée requise pour la création de l'établissement.

Il est proposé d'approuver ces modifications.

En conséquence, la Communauté d'Agglomération de Forbach qui disposait jusqu'à présent de 9 membres titulaires et 9 membres suppléants au sein du Comité Syndical, disposera dorénavant de 2 représentants d'office et 9 représentants à raison de 1 par tranche entamée de 10.000 habitants (habitants bénéficiant du service).

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable du Bureau,
décide à l'unanimité,

- d'approuver la modification des statuts du SYDEME et plus particulièrement les articles 6 et 7 comme proposé ci-avant.

IV. INSTITUTIONS ET VIE POLITIQUE

1. Intercommunalité

- b) Modification des statuts du Syndicat Mixte du Val de Rosselle

Par délibération du 27 octobre 2016, le Comité Syndical du SCoT du Val de Rosselle a approuvé la modification des statuts du Syndicat Mixte pour tenir compte des conséquences des fusions d'intercommunalités qui interviennent au 1^{er} janvier 2017, et plus précisément, de l'extension du périmètre du SCoT du Val de Rosselle aux 31 communes membres de la Communauté de Communes du Centre Mosellan.

Concernant l'administration du syndicat, l'article 5 prévoit dorénavant :

« Le Syndicat est administré par un comité syndical composé de délégués élus par les établissements publics intéressés comme suit :

➤ 5 délégués titulaires et 5 délégués suppléants, par tranche de 15.000 habitants achevée.

Lors de chaque renouvellement général des conseils communautaires, le nombre de sièges de chaque établissement public est déterminé sur la base de leur population authentifiée par le plus récent recensement publié à cette date.

Le comité syndical détermine les délégations du Président et du Bureau. »

L'article 6, relatif au Bureau, précise :

« Conformément aux dispositions de l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le comité syndical désigne en son sein un Bureau.

Le Bureau est constitué de 4 membres par intercommunalité membre :

- Le Président, membre de droit ;
- Des Vice-présidents : 1 représentant par intercommunalité, à l'exception de celle dont est issu le Président ;
- Trois autres membres par intercommunalité représentée. »

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, il appartient aux collectivités membres de se prononcer sur la modification des statuts.

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable du Bureau,
décide à l'unanimité,

- d'approuver la modification des statuts du Syndicat Mixte du SCoT du Val de Rosselle telle qu'adoptée par le comité syndical le 27 octobre 2016.

V. FINANCES

1. Décisions budgétaires

a) Décision modificative n°2

Le rapporteur de la Commission des Finances expose à l'Assemblée, les demandes de crédits supplémentaires ou les réductions de crédits sollicitées.

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la Commission des Finances et de l'Administration Générale,
et du Bureau,
décide à l'unanimité,

- d'autoriser l'ouverture et la suppression des crédits de dépenses et recettes telles qu'annexées à la présente.

V. FINANCES

1. Décisions budgétaires

b) Autorisation d'engagement des crédits avant le vote du budget 2017

Vu les dispositions de l'article 125 de la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988,
Il est proposé d'autoriser l'engagement de crédits d'investissements par anticipation au budget 2017.

Les comptes concernés sont les suivants :

CHAPITRE	Article	Libellé	OPERATION	FONCTION	TOTAL CREDIT DU CHAPITRE	INSCRIPTIONS 2017
BUDGET PRINCIPAL						
204					1 904 584,21 €	10 000,00 €
	204182			815		10 000,00 €
21					2 170 095,14 €	525 000,00 €
	21318	Autres bâtiments publics		413		68 000,00 €
	21318	Autres bâtiments publics		90		89 000,00 €
	2183	Matériel de bureau et matériel informatique		020		350 000,00 €
	2188	Autres immobilisations corporelles		413		18 000,00 €
23					6 830 898,79 €	172 000,00 €
	2315	Installations, matériel et outillage techniques		815		100 000,00 €
	2315	Installations, matériel et outillage techniques		822		60 000,00 €
901	2315	Installations, matériel et outillage technique	901	90		12 000,00 €
BUDGET EAU						
21					237 876,07 €	59 000,00 €
21	21531	Réseaux d'adduction d'eau				59 000,00 €
23					2 256 020,62 €	548 000,00 €
23	2315	Immobilisations corporelles en cours/Installations, matériel				548 000,00 €

CHAPITRE	Article	Libellé	OPERATION	FONCTION	TOTAL CREDIT DU CHAPITRE	INSCRIPTIONS 2017
BUDGET ASSAINISSEMENT						
20					314 315,68 €	78 000,00 €
20	2088	Autres immobilisations incorporelles				78 000,00 €
21					392 320,00 €	98 000,00 €
21	21532	Réseaux d'assainissement				98 000,00 €
23					3 716 726,00 €	600 000,00 €
23	2315	Immobilisations corporelles en cours/Installations, matériel				600 000,00 €
BUDGET DMA						
21					1 491 930,40	100 000,00 €
21	2188	Autres immobilisations corporelles		812		100 000,00 €
23					1 625 689,19	50 000,00 €
23	2313	Constructions		812		50 000,00 €

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la Commission des Finances et de l'Administration Générale,
et du Bureau,
décide à l'unanimité,

- d'autoriser, par anticipation, l'inscription au budget 2017 des crédits décrits ci-dessus, qui n'excèdent pas le quart de ceux inscrits en 2016.

V. FINANCES

1. Décisions budgétaires

c) Admissions en non-valeur

Entre 2009 et 2012, la Communauté d'Agglomération a loué à l'Institut Régional d'Ingénierie un bureau dans les locaux de la pépinière (hors services Eurodev).

Cette société a été placée en redressement judiciaire, puis, liquidation pour insuffisance d'actif.

Des loyers étaient restés impayés pour un montant total de 2.672,25 € de sorte qu'il convient à présent de les admettre en non-valeur.

Les titres à admettre en non-valeur sont les suivants :

Exercice 2011 : 113.

Exercice 2012 : 466, 278, 411, 623, 355, 644, 572, 442.

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la Commission des Finances et de l'Administration Générale,
décide à l'unanimité,

- d'admettre en non-valeur les titres de recette précités,
- de voter la dépense à imputer sur les crédits ouverts au budget principal, chapitre 67.

V. FINANCES

1. Décisions budgétaires

d) Tarifs piscine et espace détente : nouvelles prestations

Il est proposé d'introduire de nouveaux tarifs pour la piscine et l'espace détente, soit ;

• Piscine

→ Location par les lycées d'une ligne d'eau de 50 m ou 2 lignes d'eau en version 25 m : **32 euros l'heure.**

Selon les cas, il est possible de facturer 16 euros par heure la ligne (seule ou supplémentaire) en version 25 mètres. De même, l'équivalent ligne 25 mètre pourra être facturé dans le cas d'utilisation de la fosse, bassin 1.4 mètre et bassin enfant. Ce tarif se justifie dans le cadre de la convention avec la Région Grand Est. Le tarif scolaire actuel reste en vigueur pour les autres scolaires secondaires en dehors des conventions Région Grand Est.

→ Goûter d'anniversaire : **Forfait de 30 € fixe** pour la partie organisation et animation. Il sera facturé en complément le tarif en vigueur selon délibération communautaire (à ce jour 3 euros) par enfant pour un minimum de 8 enfants facturés et un maximum de 15 enfants. Un accompagnateur « adulte et responsable » est demandé par tranche de 8 enfants. Les accompagnateurs « adultes et responsables » bénéficient d'une entrée gratuite dans la limite de 1 gratuité pour 8 enfants. La réservation sera effective après paiement de la part fixe et de l'acceptation du règlement de l'activité. Le tarif unitaire sera à régler le jour de l'animation. La prestation consiste à la mise à disposition d'une zone avec table, chaises et accès à un frigo. Une animation de 40 minutes sera mise en place dans un bassin par un éducateur avec la participation active des accompagnateurs. La piscine ne fournit aucuns aliments, boissons ou matériels pour le goûter. Le nombre d'accompagnateur peut varier selon la législation en vigueur et selon le règlement intérieur de la piscine. La gratuité s'adaptera selon le règlement. Cette activité sera testée début 2017 et concernera les enfants entre 7 et 12 ans. Aucun remboursement n'est possible.

• Espace détente

→ Chaussons à usage personnel pour les utilisateurs de l'espace détente: **2 €**

→ Dosette de shampoing/gel douche : **0.50 €**

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la Commission des Finances et de l'Administration Générale,
et du Bureau,
décide à l'unanimité,

- d'adopter les nouveaux tarifs et conditions d'utilisation ci-dessus.

V. FINANCES

1. Décisions budgétaires

e) Conservatoire : partenariat avec le SESSAD

Dans le cadre de ses missions de rayonnement sur l'ensemble des publics et plus particulièrement du public dit « éloigné », le Conservatoire Communautaire de Musique et de Danse a été contacté par le Service d'Education Spécialisée de Soins à Domicile de Forbach afin de permettre à sept enfants d'accéder à un cours d'Eveil Musical.

Il s'agit pour ce groupe, d'assister de manière bimensuelle à partir du 11 janvier 2017, au cours d'Eveil Musical déjà existant au Conservatoire, le Mercredi de 14h30 à 15h30. Le SESSAD se chargerait du transport aller-retour des élèves, ainsi que de leur encadrement lors du cours.

Concernant la tarification de la prestation, il vous est proposé de fixer un montant forfaitaire de 192 € pour l'ensemble de la période s'étendant du 01.01. 2016 au 03.07.2016.

Ce montant correspond à 25 % du montant total des droits normalement exigibles à chacun des membres du groupe et sera imputé au SESSAD avec la facturation du mois de Juillet 2017.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire d'autoriser le Président à signer la convention de partenariat dans les conditions financières précitées.

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la Commission des Finances et de l'Administration Générale,
décide à l'unanimité,

- d'autoriser le Président ou le Vice-président délégué à signer la convention ci-annexée.

V. FINANCES

1. Décisions budgétaires

f) Reprise de la collecte assainissement – fixation des durées d'amortissement

Dans le cadre du transfert de compétence « collecte assainissement », il convient de reprendre l'actif des communes mis à disposition de la Communauté d'Agglomération pour exercer sa compétence.

L'intégration de cette reprise sera réalisée en regroupant tous les biens concernés de la commune selon leur imputation. Ces biens ayant, au moment de la reprise, des durées d'amortissement différentes, il est nécessaire de définir une durée d'amortissement moyenne pour l'ensemble des reprises.

Il est proposé de retenir une durée d'amortissement linéaire de 40 ans pour l'ensemble des biens et des subventions, selon le tableau joint en annexe, correspondant à la moyenne pondérée des durées restant à courir en fonction de la valeur nette comptable globale des biens transférés.

La Communauté d'Agglomération a établi parallèlement, par commune, un procès-verbal contradictoire de mise à disposition détaillant les éléments de l'actif, du passif et des contrats transférés, qui doit être signé par le Président et contresigné par le Maire de la commune concernée.

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la Commission des Finances et de l'Administration Générale,
décide à l'unanimité,

- d'adopter les valeurs de reprises selon l'annexe ci-dessous et les cadences d'amortissement ci-dessus,
- d'autoriser le Président à signer les procès-verbaux de mise à disposition ainsi que tout document nécessaire à la concrétisation de la reprise.

V. FINANCES

2. Subventions

a) Programme 2017 : contribution au projet DEMOS

Engagée dans le développement de l'éducation artistique et culturelle, la Communauté d'Agglomération propose de s'associer au dispositif national « DEMOS », visant à rendre cette éducation accessible aux jeunes des quartiers éloignés des structures d'enseignement, le plus souvent en raison de facteurs économiques et sociaux défavorables.

A travers ce dispositif, 60 jeunes de Moselle-Est, dont 30 directement issus du territoire de la Communauté d'Agglomération de Forbach, et n'ayant jamais pratiqué la musique, seront accompagnés et soutenus pendant 3 années, bénéficiant :

- d'ateliers artistiques bihebdomadaires,
- de regroupements orchestraux mensuels,
- de prêts d'instruments (1 instrument à chacun des enfants pour la durée du dispositif),
- d'expériences musicales diverses (visites, concerts, rencontres...).

L'Orchestre National de Lorraine (ONL) porte le dispositif sur le territoire Mosellan, accompagné de Moselle Arts Vivants et, sur le plan local, par les centres sociaux.

Pour ce qui est du territoire de la Communauté d'Agglomération de Forbach, 2 groupes seront constitués :

- A Forbach, quartier du Wiesberg : 15 enfants accompagnés par le centre social du Wiesberg,
- A Behren-lès-Forbach, 15 enfants accompagnés par le centre social dénommé « ACLEF ».

Le budget annuel global du dispositif est de 350.000 €, soutenu par l'Europe, le Ministère de la Culture, le Ministère de la Ville, le Conseil Régional, le Conseil Départemental et la CAF de la Moselle.

Au niveau local, la contribution est de 7.500 €/an et par groupe dont :

- 2.500 € par centre social,
- 5.000 € pour l'ONL.

Ainsi, pour la Communauté d'Agglomération de Forbach, qui accueillera 2 groupes, il convient de s'engager, sur une période de 3 années, à verser annuellement :

- 10.000 € à l'ONL,
- 2.500 € au centre social du Wiesberg,
- 2.500 € au centre social de Behren-lès-Forbach.

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la Commission des Finances et de l'Administration Générale,
et du Bureau,
décide à l'unanimité,

- de verser, à compter de 2017 et sur une durée de 3 années, les subventions suivantes :
 - Orchestre national de Lorraine : 10.000 €/an,
 - Centre social du Wiesberg : 2.500 €/an,
 - Centre social de Behren-lès-Forbach, dénommé « ACLEF » : 2.500 €/an.

- d'autoriser le Président ou le Vice-président délégué à signer la convention de partenariat à intervenir avec l'ONL et le Conseil Départemental de Moselle ;
- de voter la dépense à imputer sur les crédits des budgets 2017, 2018 et 2019, chapitre 65.

V. FINANCES

2. Subventions

b) Cross Départemental de l'UNSS

L'Union Nationale du Sport Scolaire a tenu son meeting départemental 2016 sur le site du Parc Explor Wendel, avec la participation de 1.900 jeunes qui ont ainsi pu découvrir le site et son musée.

Cette action de rayonnement vise également l'ensemble des accompagnateurs et encadrants qui ont également pu découvrir le potentiel du lieu, et devenir ainsi des ambassadeurs auprès des établissements scolaires ou de leurs proches.

Le budget d'une telle opération, avec les déplacements des compétiteurs, les frais d'assistance et d'équipement est de 10.950 €.

Il est proposé d'apporter une subvention exceptionnelle de 1.500 €.

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la Commission des Finances et de l'Administration Générale,
et du Bureau,
décide à l'unanimité,

- d'attribuer à l'UNSS une subvention exceptionnelle de 1.500 €,
- de voter la dépense à imputer sur les crédits ouverts au budget 2016, chapitre 65.

V. FINANCES

2. Subventions

c) Subventions aux associations de commerçants : animations de fin d'année

La Fédération des Commerçants et Artisans Forbach Porte de France a déposé une demande de soutien auprès de la Communauté d'Agglomération pour l'organisation de leurs animations commerciales de fin d'année. Le tableau récapitulatif des demandes, ainsi que les propositions d'abondement sont les suivants (budgets transmis par les associations consultables en PJ) :

Tableau récapitulatif des demandes de subvention - Animations commerciales de fin d'année 2016

	Budget total 2014	Participation CAFPF 2014	%	Budget total 2015	Participation CAFPF 2015	%	Budget total 2016	Autofinancement	Commune	CAFPF (souhaitée)	%	CAFPF (proposée)	%
Fédération													
UCAF (Forbach)	86 443,00 €	20 000,00 €	23%	50 000,00 €	19 550,00 €	39%	22 000,00 €	9 000,00 €	8 000,00 €	5 000,00 €	23%	5 000 €	23%
ACAS (Stiring)	3 309,00 €	1 100,00 €	33%	6 402,00 €	1 320,00 €	21%	10 700,00 €	6 500,00 €	- €	4 200,00 €	39%	2 461 €	23%
ACPR (P. Rosselle)				5 750,00 €	630,00 €	11%	4 480,00 €	2 980,00 €	- €	1 500,00 €	33%	1 030 €	23%
Hors Fédération													
Défis Aventure (Forbach)	14 660,00 €	500,00 €	3%	23 861,33 €	500,00 €	2%							
CLEA (Stiring)							7 000,00 €	2 700,00 €	3 800,00 €	500,00 €	7%	500 €	7%
	Total 2014 :	21 600,00 €		Total 2015 :	22 000,00 €					Total 2016 :		8 991,40 €	

Observations :

Les propositions d'abondement tiennent compte :

- du budget total de l'opération ;
- de la capacité d'autofinancement de l'association ;
- de la contribution de la commune aux opérations présentées par l'association ;
- de la participation de la Communauté d'Agglomération aux précédents budgets de l'association ;
- du principe d'équité entre les associations composant la Fédération.

Les comparaisons avec les années précédentes sont données à titre indicatif : jusqu'en 2015 les éléments financiers présentés par les associations n'étaient pas homogènes.

En 2016, Défis Aventure n'a pas déposé de demande de subvention ; l'association CLEA – Collectif pour les Loisirs, l'Education et l'Animation a déposé une première demande au titre de l'organisation des Foulées de Noël 2016.

Modalités de versement : Comme l'a rappelé le Président aux membres de la Fédération des Commerçants dans son courrier du 17 octobre 2016, le versement effectif des subventions aux associations sera conditionné à la présentation des factures correspondantes. Chaque association sera tenue de présenter ensuite les justificatifs de paiement correspondants.

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la Commission Développement Economique,
et du Bureau,
décide à l'unanimité,

- de contribuer aux animations commerciales de fin d'année des associations de commerçants à hauteur de 5 000 € pour l'Union des Commerçants et Artisans de Forbach, 2 461 € pour l'Association des Commerçants et Artisans de Stiring-Wendel, 1 030 € pour l'Association des Commerçants de Petite Rosselle, et 500 € pour l'association CLEA de Stiring-Wendel ;
- de prendre acte des modalités de versement de cette contribution.

V. FINANCES

2. Subventions

- d) Apprentissage de l'allemand : subventions aux établissements scolaires pour une animation pédagogique

Par délibération en date du 24 septembre 2015, il a été décidé de contribuer au développement d'actions en faveur de l'apprentissage de l'allemand dans le cadre d'une expérimentation sur le Val de Rosselle. A cet effet, une enveloppe financière de 12 600 € a été réservée.

Dans ce cadre, les écoles listées ci-dessous ont bénéficié d'une animation pédagogique théâtrale « Lily Engel in Berlin ». La participation financière sollicitée auprès de la Communauté d'Agglomération s'élève à 3 827 €.

Elle est répartie comme suit :

Etablissements scolaires	Montant €
Ecole du Creutzberg - Forbach	960
Ecole du Centre - Forbach	803
Ecole de Morsbach	699
Ecole de Spicheren village	472
Ecole du Vieux Stiring - Stiring-Wendel	488
Ecole Verrerie Sophie - Stiring-Wendel	405
TOTAL	3 827

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable du Bureau,
décide à l'unanimité,

- d'octroyer les subventions aux établissements scolaires susvisés ;
- d'imputer la dépense sur les crédits ouverts au BP 2016, chapitre 65.

V. FINANCES

3. Contributions budgétaires

- a) Mutualisation des archives : coûts 2017

Par délibération du 09 juin 2016, a été créé un service commun archives regroupant les communes de : Alsting, Forbach, Metzting, Schoeneck, Stiring-Wendel, Tenteling, ainsi que la Communauté d'Agglomération.

Cette délibération a également fixé les contributions des communes membres, en tenant compte des métrages déclarés à reprendre chaque année.

Cependant, après avoir effectué un état des lieux de l'existant dans chacune des collectivités adhérentes, il apparaît nécessaire de revoir cette modalité en tenant compte du métrage à reprendre dans chacune des communes, ce qui donne le résultat suivant :

	Métrage linéaire à reprendre constaté	Contribution pour l'année 2017	Répartition horaire annuelle correspondante
Communauté d'Agglomération de Forbach - service propre		7 800,00 €	482 heures
ALSTING	160,5	1 442,77 €	89 heures
FORBACH	685,1	6 158,51 €	381 heures
METZING	50,5	453,96 €	28 heures
SCHOENECK	193,55	1 739,86 €	107 heures
STIRING-WENDEL	668,2	6 006,59 €	371 heures
TENTELING	40,8	366,76 €	23 heures
Communauté d'Agglomération de Forbach	226	2 031,55 €	126 heures
Total	2024,65	26000,00 €	1607 heures

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la Commission des Finances et de l'Administration Générale,
et du Bureau,
décide à l'unanimité,

- d'adopter, pour 2017, la répartition financière précitée.

V. FINANCES

3. Contributions budgétaires

b) Voirie communautaire – Convention d'entretien pour la ZI Heid (Stiring-Wendel)

Par délibération en date du 6 décembre 2012, le Conseil Communautaire a reconnu d'intérêt communautaire la Zone d'Activités de la Heid à Stiring-Wendel.

Concernant l'entretien des voiries de cette zone, la Ville de Stiring-Wendel et la Communauté d'Agglomération ont signé une convention par laquelle certaines prestations sont confiées à la commune en matière de nettoyage, de petites réfections, d'entretien de la signalétique routière ou encore de l'éclairage public.

Cette convention est arrivée à terme au 31 décembre 2015.

Il est proposé de renouveler celle-ci pour une période triennale, à savoir du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2018.

En contrepartie des prestations assurées par la Ville de Stiring-Wendel, celle-ci percevra une rémunération forfaitaire de 4.000 € TTC par an – Valeur 2016 (montant révisable suivant l'évolution de l'indice FSD3).

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la Commission des Finances et de l'Administration Générale,
et du Bureau,
décide à l'unanimité,

- d'approuver les termes de la convention,
- d'autoriser le Président à signer la convention,

- d'inscrire aux budgets 2016-2018 les crédits nécessaires prévus à la convention.

V. FINANCES

3. Contributions budgétaires

c) Voirie communautaire – Convention d'entretien pour les zones d'activités de Forbach

Par délibération du 23 novembre 2004, le Conseil Communautaire a déclaré d'intérêt communautaire diverses zones d'activités situées à Forbach (zone industrielle du Carrefour de l'Europe ; zone d'activités Jacques Callot ; zone d'activités Camus Dietsch).

La Communauté d'Agglomération et la Ville ont signé à cet effet, une convention d'entretien des voiries communautaires par laquelle certaines prestations ont été confiées à la Ville de Forbach et notamment, en matière de viabilité hivernale, de nettoyage, de petites réfections, d'entretien de la signalisation routière ou encore de l'éclairage public.

La convention en cours arrivant à terme le 31 décembre 2016, il est proposé de la renouveler pour une période triennale à savoir du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2019.

Toutefois, il est également préconisé de la compléter en prenant en compte l'intégration, à compter du 1^{er} janvier 2017, des voiries qui résultent du transfert des zones d'activités consécutivement à l'application de la loi NOTRe. Sont concernées deux voies : voie de desserte Impasse De Guise (Zone De Guise) et prolongement de la rue Emile Gallé (Zone Europe).

En contrepartie des prestations assurées par la Ville de Forbach, celle-ci percevra une rémunération forfaitaire de 17.650 € (Valeur 2017 actualisable annuellement suivant indice FSD3).

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la Commission des Finances et de l'Administration Générale,
et du Bureau,
décide à l'unanimité,

- d'approuver les termes de la convention,
- d'autoriser le Président à signer la convention,
- d'inscrire aux budgets 2017 – 2019 les crédits nécessaires à la mise en œuvre de la convention.

V. FINANCES

4. Prise de participation

a) SAEM Forbach Expansion – dissolution

Créée le 27 janvier 1993, la SAEM Forbach Expansion avait pour objet l'exploitation du Centre des Congrès du Burghof à Forbach et ceci, dans le cadre d'une délégation de service public.

Le Conseil Municipal de Forbach a décidé, par délibération du 27 septembre 2013, de ne pas renouveler cette délégation mais d'assurer la gestion en direct.

L'Assemblée Générale de la SAEM Forbach Expansion, réunie le 23 juin 2016, a approuvé l'ouverture d'une procédure de dissolution de ladite société.

Depuis cette date, les opérations de liquidation ont été menées à leur terme et les comptes de clôture de la SAEM ont été établis. Ces comptes seront présentés aux actionnaires dans le cadre d'une Assemblée Générale au cours de laquelle ceux-ci seront appelés à les approuver et à prononcer la clôture de la liquidation.

L'actif net subsistant sera réparti entre les actionnaires proportionnellement à leur participation au capital social de la SAEM Forbach Expansion s'élevant à 100.000 €.

Les comptes de liquidation font apparaître une perte de 17.189,87 € ainsi qu'un actif net positif de 10.421,80 €. Après prise en compte du droit de partage à acquitter à l'administration fiscale, l'actif net à répartir entre les actionnaires de la SAEM s'établit à 10.160,80 €.

La Communauté d'Agglomération étant actionnaire de la SAEM à hauteur de 0,83% du capital social (20 actions), la part lui revenant est de : 84,67 € (soit 10.160,80 € : 2.400 actions X 20 actions).

Pour prononcer la clôture des opérations de liquidation de la société, il est nécessaire, en application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, que le Conseil Communautaire délibère préalablement sur le projet.

En conséquence de ce qui précède :

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1524-1,
- Vu le Code de Commerce,
- Vu les statuts de la SAEM Forbach Expansion,
- Vu les projets de comptes de clôture et de rapport du liquidateur présentés,

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la Commission des Finances et de l'Administration Générale,
et du Bureau,
décide à l'unanimité,

- d'approuver le principe de la clôture de liquidation de la société SAEM Forbach Expansion,
- d'autoriser son représentant à l'Assemblée Générale à prendre toute décision de nature à faciliter la réalisation de l'opération,
- de prendre acte du montant revenant à la Communauté d'Agglomération au titre de la répartition de l'actif net de liquidation.

VI. DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES

1. Aménagement du territoire

a) Intégration de zones d'activité

Par délibération en date du 15 septembre 2016, le Conseil Communautaire a modifié les statuts de la Communauté d'Agglomération pour tenir compte, entre autres, des dispositions de la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République.

Ainsi, en matière de compétence « développement économique », l'intérêt communautaire a été supprimé en ce qui concerne « *la création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire* ».

La notion de zone d'activité tient compte de divers critères comme le zonage dans les documents d'urbanisme, la taille, les actions publiques actuelles ou projetées, la cohérence d'ensemble et de continuité territoriale. A contrario, une parcelle seule ne peut constituer une zone sauf pour une zone future. De même, des zones résultant d'acteurs privés et conservant une gestion privée des voies et réseaux n'ont pas vocation à devenir communautaire.

Au regard de ce qui précède, il est préconisé de considérer comme entrant dans le giron communautaire :

- La zone d'activité de la Rue Saint-Guy à Forbach
- La zone d'activité de la Rue de Guise à Forbach
- La zone d'activité de la Rue Bataille à Forbach
- La zone d'activité de l'Europe à Forbach
- La zone d'activité des rue de Schoeneck et Verrerie à Forbach

Les zones d'activités de Diebling et Morsbach (Zone Europa) étant totalement privées, n'ont pas vocation en l'état actuel, à être intégrée au niveau communautaire.

Concernant les zones de Forbach, il s'avère que l'intégration de ces zones n'est affectée d'aucun enjeu foncier, la Ville de Forbach ne disposant d'aucune propriété foncière dans les zones délimitées.

S'agissant des voies communales ayant vocation à desservir les zones, seules deux sont susceptibles de faire l'objet d'une mise à disposition à la Communauté d'Agglomération, à savoir :

- Zone De Guise : la voie de desserte interne du Grand Frais et Babou
- Zone de l'Europe : la voie de desserte située entre le giratoire de la RD 603 (Rue Nationale) et la RD 31 E (c'est-à-dire entre KFC et la Pataterie)

Ces deux voies ont fait l'objet en tout ou partie de travaux d'aménagement et de réfection récents et sont en bon état. Elles feront l'objet chacune d'un procès-verbal de mise à disposition. Dès lors, la Communauté d'Agglomération assumera l'ensemble des obligations du propriétaire.

Ces deux voies feront néanmoins l'objet d'une convention d'entretien à intervenir entre la Communauté d'Agglomération et la Ville de Forbach.

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la Commission Aménagement du Territoire,
et du Bureau,
décide à l'unanimité,

- de retenir et d'intégrer dans les zones d'activités communautaires, les zones suivantes :
 - La zone d'activité de la rue Saint-Guy à Forbach
 - La zone d'activité de la rue De Guise à Forbach
 - La zone d'activité de la rue Bataille à Forbach
 - La zone d'activité de l'Europe à Forbach
 - La zone d'activité des rues de Schoeneck et Verrerie à Forbach
- d'autoriser le Président à signer les procès-verbaux de mise à disposition relatifs aux deux voies évoquées ci-dessus ;
- d'autoriser le Président à signer la (ou les) convention(s) d'entretien de voirie à intervenir avec la Ville de Forbach.

VI. DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES

1. Aménagement du territoire

b) Site Sainte-Barbe – Travaux de requalification – Convention avec l'EPFL

Le site de l'ancien hôpital Sainte-Barbe de Forbach, d'une superficie de près de 6 hectares, a été acquis en décembre 2015 pour le compte de la Communauté d'Agglomération Forbach Porte de France.

Afin d'être accompagnée dans son projet d'aménagement du site, la Communauté d'Agglomération a sollicité l'Etablissement Public Foncier de Lorraine au titre de la politique de traitement des friches et des sites et sols pollués, et ceci, afin qu'il assure la maîtrise d'ouvrage des travaux permettant de sécuriser les bâtiments destinés à un nouvel usage et de libérer les emprises vouées à de nouvelles constructions.

Les travaux consistent au désamiantage et à la démolition, partielle ou totale, des bâtiments et ouvrages du site qui ne font pas l'objet d'un projet de réemploi et à la sécurisation des immeubles conservés dans le cadre du projet d'aménagement.

Ces travaux sont financés en totalité par l'EPFL dans la limite d'une enveloppe de 1,75 M € TTC.

Ces dispositions font l'objet d'une convention d'une durée de validité de 4 ans à compter du 24 octobre 2016.

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la commission de Aménagement du Territoire,
et du Bureau,
décide à l'unanimité,

- d'approuver les termes de la convention P09RU70M011 ci-annexée avec l'EPFL,
- d'autoriser le Président à signer la convention.

VI. DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES

1. Aménagement du Territoire

c) Office de Tourisme du Pays de Forbach : convention d'objectifs 2017-2019

La promotion touristique du Pays de Forbach est confiée par la Communauté d'Agglomération à l'Office de Tourisme du Pays de Forbach, office de tourisme communautaire.

Outre la promotion du territoire, l'Office de Tourisme a pour vocation d'apporter son expertise à la Communauté d'Agglomération pour accompagner celle-ci dans son action en faveur du développement touristique. Cette expertise est notamment mobilisée pour la mise en œuvre, dans les meilleures conditions possibles, du schéma de développement touristique validé en 2016 et devant servir d'outil d'orientation pour les années à venir.

L'Office de Tourisme doit s'acquitter de sa mission avec professionnalisme et le souci du résultat. Ses missions sont précisées dans une convention d'objectifs pluriannuelle, d'une durée de 3 ans. L'actuelle convention arrive à échéance le 31 décembre prochain.

Il est proposé au Conseil Communautaire d'autoriser le Président à renouveler la convention pour la période 2017-2019.

Le montant annuel de la subvention reste fixé à 266 950 €, arrondi à 267 000 €.

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable du Bureau,
décide à l'unanimité,

- d'autoriser le Président à signer la convention d'objectifs couvrant les années 2017, 2018 et 2019 ;
- de verser à l'association, Office de Tourisme du Pays de Forbach, une subvention annuelle de 267 000 €;
- d'inscrire la dépense au budget primitif 2017 et suivants, chapitre 65.

VI. DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES

1. Aménagement du Territoire

d) Attribution de la délégation de service public pour la gestion de la Pépinière et de l'Hôtel d'Entreprises

Par délibération du 31 mars 2016, le Conseil Communautaire a décidé le principe de la délégation de service pour la gestion de la Pépinière Eurodev Center et de l'Hôtel d'Entreprises et désigné les membres de la Commission d'Ouverture des Plis.

Conformément à l'Article L-1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, chaque conseiller communautaire a été destinataire le 21 novembre 2016, soit quinze jours avant la date du présent Conseil Communautaire, des documents suivants :

- le rapport de la Commission et ses annexes,
- le rapport du Président sur le choix du délégataire et l'économie générale du contrat,
- le projet de convention.

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable du Bureau,
décide à l'unanimité,

- d'autoriser le Président ou le Vice-Président délégué à signer le contrat de délégation de service public avec INTERFACES pour la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2022.

VI. DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES

1. Aménagement du Territoire

e) Alexis – projet dispositif boutique à l'essai

ALEXIS Lorraine est une association dont la vocation est l'accompagnement à la création et le suivi d'entreprises, majoritairement tournée vers les TPE. La Communauté d'Agglomération soutient la structure au titre de la permanence assurée sur le territoire à hauteur de 14 000 € annuels.

Dans le cadre de la redynamisation commerciale des centralités urbaines, l'association se propose d'expérimenter un nouveau dispositif avec l'appui de la collectivité. Une première expérience concluante à ce jour a été réalisée à Nancy.

Il s'agit d'un dispositif de « boutique à l'essai », à travers lequel ALEXIS devient locataire d'une cellule commerciale vacante en centre-ville et se charge de la relouer, à un loyer modéré, à un exploitant d'une nouvelle activité commerciale ou artisanale à tester via un bail dérogatoire. L'exploitant pourrait être l'une des entreprises hébergée dans la couveuse de l'association, et bénéficiant à ce titre d'un accompagnement renforcé.

Les modalités de mise en œuvre du dispositif proposées par Alexis sont les suivantes :

- choix du local et de l'activité concerté entre Alexis et la Communauté d'Agglomération,
- loyer et équipement d'exploitation à la charge d'Alexis,
- travaux éventuels d'aménagement et de rénovation à la charge du bailleur privé et/ou de la Communauté d'Agglomération, avec une limite d'intervention fixée à 4 000 € pour la Communauté d'Agglomération,
- appui spécifique de 16 000 € de la Communauté d'Agglomération pour 2017, renouvelable après bilan, impact et résultat de la démarche,
- communication renforcée sur le dispositif et l'activité installée,
- suivi rapproché de l'opération avec la Ville, la Communauté d'Agglomération, les commerçants,
- au terme de la phase de test, transformation du bail dérogatoire en bail commercial ou réinstallation d'une nouvelle activité.

Le projet tel que remis par Alexis est consultable en pièce-jointe.

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la Commission Développement Economique,
et du Bureau,
décide à la majorité des voix moins une abstention,

- De valider le projet de dispositif proposé par Alexis pour l'année 2017 ;
- D'autoriser le Président à signer tout contrat ou convention se rapportant à la mise en œuvre du dispositif ;
- De prévoir l'inscription des crédits correspondant au BP 2017.

VI. DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES

2. Politique de la Ville, Habitat, Logement

a) Habitat – étude pré-opérationnelle OPAH : convention financière avec la Ville de Forbach

Le Programme d'Intérêt Général de lutte contre l'habitat dégradé, énergivore et inadapté arrive à échéance le 31 décembre prochain.

Par délibération en date du 6 octobre 2016, le Conseil Communautaire a validé le lancement d'une étude pré-opérationnelle à l'échelle du territoire de la Communauté d'Agglomération de Forbach, phase obligatoire pour la mise en œuvre d'une nouvelle Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) pour le traitement du parc privé.

Sur proposition de la Direction Départementale des Territoires et de l'ANAH, il a été décidé d'adjoindre à l'étude pré-opérationnelle un volet opérationnel pour le traitement des copropriétés privées à l'échelle des quartiers prioritaires de Forbach bénéficiant du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain. Ce volet, estimé à 30 000 HT (hors subvention Anah), sera pris en charge par la Ville de Forbach.

A noter que l'étude dans sa globalité est estimée à 80 000 € HT. Elle est subventionnée à hauteur de 50% par l'ANAH. Le résiduel de 40 000 € sera donc supporté, respectivement, par la Ville de Forbach à hauteur de 15 000 € et par la Communauté d'Agglomération à hauteur de 25 000 €.

Une convention financière sera signée entre la Ville de Forbach et la Communauté d'Agglomération arrêtant les modalités de cofinancement de cette étude.

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable du Bureau,
décide à l'unanimité,

- de valider le lancement d'une étude pré-opérationnelle à une OPAH sur le territoire de la Communauté d'Agglomération incluant un volet opérationnel pour le traitement des copropriétés privées à l'échelle des quartiers du Wiesberg et de Bellevue ;
- d'autoriser le Président à signer le marché y afférent ;
- d'autoriser le Président à signer un avenant de prolongation au Programme d'Intérêt Général (PIG) en cours, le temps de la durée de l'étude pré-opérationnelle, soit 2 ans maximum ;
- d'autoriser le Président à prolonger la mission « suivi animation » du Centre d'Amélioration du Logement de la Moselle, opérateur du PIG, par voie d'avenant pour une période de même durée ;
- d'autoriser le Président à solliciter la participation financière de l'ANAH ;
- d'autoriser le Président à signer la convention financière avec la Ville de Forbach ;
- d'inscrire la dépense au budget primitif 2017, chapitre 011.

VI. DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES

2. Politique de la Ville, Habitat, Logement

b) Attribution de la délégation de service public pour la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage

Par délibération du 03 mars 2016, le Conseil Communautaire a décidé le principe de la délégation de service pour la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage sis rue du Chemin de Fer à Stiring-Wendel et désigné les membres de la Commission d'Ouverture des Plis.

Conformément à l'Article L-1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, chaque conseiller communautaire a été destinataire le 21 novembre 2016, soit quinze jours avant la date du présent Conseil Communautaire, des documents suivants :

- le rapport de la Commission et ses annexes,
- le rapport du Président sur le choix du délégataire et l'économie générale du contrat,
- le projet de contrat.

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable du Bureau,
décide à l'unanimité,

- d'autoriser le Président ou le Vice-Président délégué à signer le contrat de délégation de service public avec SNS FACILITY pour la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2021.

VI. DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES

2. Politique de la Ville, Habitat, Logement

c) Etude de dynamisation du centre-ville de Forbach : modification du plan de financement

Par délibération en date du 07 juillet 2016, le Conseil Communautaire a validé sa participation à la réalisation d'une étude confiée à l'EPFL et portant sur la dynamisation du centre-ville et son organisation structurelle en termes d'habitat, de commerce, d'activités, de services, de mobilité et d'infrastructures. Cette étude s'inscrit dans le cadre du programme de renouvellement urbain.

Le montant de l'étude est estimé à 150.000 € TTC.

Il s'avère qu'aux trois partenaires d'origine, à savoir la Ville de Forbach, l'Etablissement Public Foncier de Lorraine et la Communauté d'Agglomération, s'ajoute la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC).

Il en résulte une modification du plan de financement qui s'établit dorénavant dans les limites comme suit :

- EPFL : 60% soit 90.000 € TTC au titre de la politique des centres-bourgs
- CDC : 20% soit 30.000 € TTC
- Ville de Forbach : 10% soit 15.000 € TTC
- Communauté d'Agglomération : 10% soit 15.000 € TTC

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable du Bureau,
décide à l'unanimité,

- d'approuver les termes de la convention et le nouveau plan de financement,
- d'autoriser le président à signer la convention.

VI. DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES

2. Politique de la Ville, Habitat, Logement

d) Revitalisation du centre-ville de Forbach : étude sur le montage juridique de l'outil d'intervention

Dans le cadre de son projet de revitalisation du centre-ville, la Ville de Forbach envisage de constituer une Société d'Economie Mixte avec pour missions principales :

- la revitalisation urbaine du centre-ville en termes de commerces, d'activités et d'habitat,
- l'étude et le montage d'opérations immobilières et, le cas échéant, le portage foncier,
- la rénovation d'ensembles bâtis,
- la construction d'équipements publics,
- l'animation commerciale.

Outre la Communauté d'Agglomération, les futurs partenaires de cette SEM seraient la Caisse des Dépôts et Consignations, des banques commerciales, des partenaires immobiliers et des bailleurs.

La Ville de Forbach souhaite mener une étude préalable à la constitution de cette société comportant un volet juridique, financier et fiscal. Le coût de cette étude s'élève à 29 400 € TTC.

Un cofinancement de la Communauté d'Agglomération a été sollicité à hauteur de 30%, soit 8 820 €.

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable du Bureau,
décide à l'unanimité,

- de cofinancer l'étude préalable à la constitution de la SEM à hauteur de 30 %, soit 8 820 € ;
- d'autoriser le Président à signer la convention y afférente ;
- d'inscrire la dépense au budget primitif 2017, chapitre 65.

VI. DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES

2. Politique de la Ville, Habitat, Logement

- e) Relais Parents-Assistants Maternels : renouvellement convention d'objectifs avec la Croix Rouge

Pour accompagner les parents dans leur démarche de recherche d'une solution de garde pour leur(s) enfant(s), la Communauté d'Agglomération de Forbach a décidé, par délibération en date du 21 janvier 2010, la création d'un Relais Parents – Assistants Maternels (RPAM) et d'en confier la gestion à la Croix-Rouge Française.

Cette structure se situe au rez-de-chaussée de l'immeuble sis 15 avenue Passaga à Forbach appartenant à la SCI RDB.

Une convention de partenariat a été conclue entre la Communauté d'Agglomération et la Croix Rouge pour une durée de 3 ans, renouvelable une fois par tacite reconduction. Cette convention arrive à échéance le 31 décembre prochain.

Véritable outil au service des parents et assistants maternels, il est proposé au Conseil Communautaire de maintenir ce service, et de renouveler notre partenariat avec la Croix Rouge Française pour une durée de 3 ans (2017-2019).

Budget prévisionnel pour l'année 2017 :

- Coût global de fonctionnement : 76 418 €
- Participation Communauté d'Agglomération : 47 503 €

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable du Bureau,
décide à l'unanimité,

- d'autoriser le Président à signer la convention de partenariat avec la Croix Rouge Française pour la gestion du RPAM, ainsi que la convention de mise à disposition des locaux et du mobilier.

VI. DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES

3. Transport

- a) Transport contrat d'objectifs – versement de la participation forfaitaire 2016 à Forbus

Le contrat d'objectifs détermine les rapports et les rôles respectifs de la Communauté d'Agglomération, au titre d'autorité organisatrice, et de la Régie des Transports, relatifs à l'exploitation du réseau de transport urbain.

Par délibération du 03 décembre 2015, le Conseil Communautaire avait autorisé le Président à signer le contrat. Toutefois, divers points restent à clarifier entre les deux parties.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire,

1. d'autoriser le Président à signer le contrat avec annexes portant sur les seuls éléments validés à ce jour ;
2. d'intégrer au contrat par voie d'avenant, courant 2017, les mécanismes de régulation de la compensation forfaitaire et les pièces annexes complémentaires une fois celles-ci validées par les deux parties ;
3. de fixer le montant de la participation forfaitaire pour l'exercice 2016 à 4,2 M€ conformément au montant inscrit au budget primitif ;
4. de fixer à 4,2 M€ le plafond de la contribution financière forfaitaire pour 2017 en y intégrant la prise en charge de la taxe sur les salaires ;
5. de reporter à 2017-2019 la période couverte par le contrat d'objectifs.

Il est par ailleurs proposé d'autoriser la mise en œuvre des aménagements des lignes 5, 6 et 7 proposés par la Régie des Transports, selon description ci-dessous :

Ligne – Situation actuelle	Modifications proposées
Ligne 5 reliant Oeting et Schoeneck via la gare routière de Forbach	<ul style="list-style-type: none"> - Division de la ligne 5 actuelle en deux lignes indépendantes : ligne 5 (desserte de Schoeneck) et ligne 9 (desserte d'Oeting) ; - Desserte complémentaire : Super U, gendarmerie de Behren-lès-Forbach, Technopôle ; - Amélioration de la desserte des établissements scolaires ; - Diminution du kilométrage annuel de 4 680 km.
Ligne 6 desserte du Centre-Ville, Petite-Forêt et Creutzberg	<ul style="list-style-type: none"> - Desserte complémentaire : Ville Haute ; - Passage à un cadencement à 40 minutes (au lieu de 30 minutes actuellement) ; - Diminution du kilométrage annuel de 11 800 km.
Ligne 7 reliant Behren-lès-Forbach à la gare routière de Forbach	<ul style="list-style-type: none"> - Horaires de passage complémentaires avec la ligne TIM 129 ; - Desserte complémentaire : rue des Fleurs et de la rue Saint-Antoine à Oeting ; - Diminution du kilométrage annuel de 18 662 km.

La procédure de mise en place de ces aménagements sera la suivante :

- Communication à partir du 09/12/16
- Mise en place à partir du 19/12/16.

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la Commission Aménagement du Territoire,
et du Bureau,
décide à l'unanimité,

- d'autoriser le Président à signer le nouveau contrat d'objectifs sur la base des éléments validés à ce jour, et d'autoriser la signature des avenants à venir en 2017 ;
- de verser au titre de l'exercice 2016 une contribution financière de 4,2 M€ ;

- de verser au titre de l'exercice 2017 une contribution financière de 4,2 M€ prenant en compte la taxe sur les salaires ;
- de valider la période de validité du contrat d'objectifs de 2017 à 2019 ;
- de valider les aménagements des lignes 5, 6 et 7 et leur procédure de mise en place.

VI. DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES

3. Transport

b) Convention Forbus : Transports Scolaires Piscine septembre - décembre 2016

La Communauté d'Agglomération prend à sa charge le transport des élèves entre les écoles élémentaires et la piscine communautaire.

La période de validité de la convention d'exploitation de ce service entre la Régie des Transports et la Communauté d'Agglomération est fixée du 1^{er} septembre au 31 décembre 2016.

Le coût du transport pour un aller/retour s'élève à 65,45 € HT, soit 72,00 € TTC.

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable du Bureau,
décide à l'unanimité,

- d'autoriser le Président à signer la convention.

VI. DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES

4. Environnement

a) Assainissement : instauration d'une Participation au Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC)

La Participation au Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC) a remplacé, en 2012, la Participation pour le Raccordement à l'Egout. Elle était appliquée par une majorité de communes du territoire. L'année 2016 a permis d'étudier la mise en place de cette PFAC à l'échelle de l'ensemble du territoire communautaire.

Il convient de préciser que le plafond de la PFAC est fixé à 80% du coût de fourniture et de pose d'une installation d'ANC (Assainissement Non Collectif).

Le fait générateur de la PFAC est le raccordement de l'immeuble, de l'extension de l'immeuble ou de la partie réaménagée de l'immeuble au réseau dès lors que les travaux d'extension ou d'aménagement génèrent des eaux usées supplémentaires.

La PFAC est exigible à la date du raccordement de l'immeuble, de l'extension de l'immeuble ou de la partie réaménagée.

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la Commission Environnement et Cadre de Vie,
et du Bureau,
décide à l'unanimité,

- l'instauration d'une Participation au Financement de l'Assainissement Collectif à compter du 1er janvier 2017 aux taux suivants :
 - 400 € pour les maisons individuelles et immeubles collectifs de 2 logements,
 - 400 € + 100 € / logement à partir du 3^{ème} logement, pour les autres immeubles collectifs,
- de retenir le principe du forfait de raccordement intégrant d'une part la PFAC, et d'autre part les travaux de raccordement aux taux suivants :
 - 3.000 € pour un branchement inférieur à 8 mètres
 - 3.800 € pour les autres cas.

VI. DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES

4. Environnement

b) Assainissement : modalités de financement des travaux d'extension de réseaux

Suite à l'étude des principaux cas d'extension de réseaux d'assainissement, la Commission Environnement et Cadre de Vie et le Bureau ont émis un avis favorable aux propositions ci-dessous :

1) *Le raccordement d'habitations isolées, hameau en zonage d'assainissement collectif*

La prise en charge du coût de l'extension du réseau public d'assainissement réalisée par la Communauté d'Agglomération à son initiative ou à la demande d'une commune, incombe à la Communauté d'Agglomération compte-tenu du caractère d'équipement public d'intérêt général de ce réseau.

La création de la partie publique du branchement est alors réalisée par la Communauté d'Agglomération aux frais du pétitionnaire conformément à une procédure applicable depuis le 01/01/2016.

2) *Le raccordement d'ensembles immobiliers communaux (salles polyvalentes, gymnases ...)*

Par délibération du 3 décembre 2015, la Communauté d'Agglomération a exclu la gestion des postes de relevage des ensembles immobiliers communaux.

Afin de garder une cohérence globale de gestion des réseaux d'assainissement, il paraît plus opportun que l'ensemble des postes et équipements connexes, soient intégrés au périmètre communautaire.

Il convient de préciser :

- que les dépenses de premier investissement sont à la charge des communes,
- que le projet devra respecter les prescriptions techniques imposées par la Communauté d'Agglomération (une note spécifique devra être établie pour chaque projet).

3) *Le raccordement de terrains à bâtir communaux desservis par la collecte*

Afin d'uniformiser les règles sur le territoire communautaire, les frais de raccordement au réseau de collecte sont à la charge de l'acquéreur de la parcelle, conformément à la procédure établie.

Pour les opérations d'intérêt général, en cas de mise à disposition gracieuse de parcelles par les communes, la Communauté d'Agglomération supportera les frais de raccordement.

4) *Le raccordement d'un lotissement ou d'une AFU*

Les réseaux réalisés dans le cadre du lotissement public ou privé sont à la charge du lotisseur à l'intérieur du périmètre du lotissement et jusqu'au réseau communautaire existant. Les frais peuvent être répercutés sur le prix des parcelles. Les réseaux relèvent donc du domaine privé ou privé communal jusqu'à leur intégration éventuelle dans le périmètre communautaire.

5) La création de voiries communales nouvelles

L'opération réalisée sous maîtrise d'ouvrage communale doit intégrer l'extension du réseau d'assainissement. Celui-ci sera rétrocédé à la Communauté d'Agglomération après la réception des ouvrages : plan de récolement, essais de compactage, étanchéité et passage caméra.

6) Le redimensionnement aval des ouvrages

Les besoins de redimensionnement de réseaux indépendants de toute opération d'urbanisme relèvent de la Communauté d'Agglomération.

Par contre, lors d'opérations communales ou privées d'extensions ou de projets générant des apports hydrauliques conséquents nécessitant le renforcement des réseaux existants, initialement suffisamment dimensionnés, l'ensemble des frais de redimensionnement incombent au porteur de projet.

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la Commission Environnement et Cadre de Vie,
et du Bureau,
décide à la majorité des voix moins un vote contre,

- de valider l'ensemble des propositions énoncées ci-dessus avec effet d'application au 1^{er} janvier 2017.

VI. DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES

4. Environnement

- c) Assainissement Spicheren Brême d'Or : dysfonctionnement du réseau de l'Impasse des Lilas

Le poste de relevage situé à l'angle de l'Impasse des Lilas présente une problématique de fonctionnement qui s'est intensifiée avec les importants épisodes pluvieux de 2016.

Les surcharges hydrauliques régulièrement constatées sur ce poste via les 2 antennes qui l'alimentent, ont conduit la Communauté d'Agglomération à demander la réalisation d'enquêtes de réseaux et de branchements à son gestionnaire.

Ces investigations ont mis en évidence la présence inadéquate d'eaux pluviales dans le poste de relevage, non dimensionné à cet effet.

Pour pallier ce désordre qui génère l'inondation régulière de la cour et de la salle d'un restaurateur, il conviendrait de créer un déversoir d'orage pour limiter le débit d'alimentation du poste à la capacité de relevage des pompes.

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la Commission Environnement et Cadre de Vie,
et du Bureau,
décide à l'unanimité,

- de valider la proposition technique préconisée,
- de lancer la consultation pour la réalisation des travaux et d'autoriser le Président à signer les marchés correspondants,
- d'imputer les dépenses sur les crédits à ouvrir au budget assainissement 2017.

VI. DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES

4. Environnement

d) Assainissement Spicheren Brême d'Or : déconnexion du réseau de la Ville de Sarrebruck

Les eaux usées du secteur de la Brême d'Or sont actuellement traitées par la station d'épuration de Sarrebruck-Burbach via les réseaux de la Ville de Sarrebruck.

Les frais de transport et de traitement, très élevés, ont conduit les services communautaires à une réflexion sur les modalités de déconnexion du réseau ZKE - Zentraler Kommunal Entsorgungsbetrieb - avec un renvoi des effluents vers le réseau d'assainissement de Stiring-Wendel.

Les solutions envisagées jusqu'à présent se heurtent soit à une problématique de circulation des véhicules, soit une problématique territoriale.

Un nouveau projet semble malgré tout envisageable : il consisterait à capter les réseaux de collecte d'eaux usées à l'amont du rond-point pour poser une nouvelle canalisation par fonçage sous la rue Nationale.

L'emprise nécessaire à la réalisation des travaux impose le retrait provisoire du terre-plein central pour le maintien d'une double circulation. Cette proposition a d'ores et déjà obtenu un accord de principe de la commune de Spicheren ainsi que de l'UTT – Unité Territoriale Technique.

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la Commission Environnement et Cadre de Vie,
et du Bureau,
décide à l'unanimité,

- de valider la proposition technique préconisée,
- de lancer les consultations pour la réalisation des travaux et d'autoriser le Président à signer les marchés correspondants,
- d'autoriser le Président à engager toute négociation utile avec le ou les propriétaire(s) foncier(s) concerné(s) par ce projet,
- d'imputer les dépenses sur les crédits à ouvrir au budget assainissement 2017.

VI. DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES

4. Environnement

e) Equipements du bassin de pollution du Pulverbach à Stiring-Wendel

Le bassin de pollution du Pulverbach constitue le dernier ouvrage d'assainissement sur le ban de Stiring-Wendel, à l'amont du réseau allemand.

Sa difficulté de gestion actuelle résulte essentiellement du fait de la quasi inexistence d'exutoires naturels, et donc de la conservation de débits extrêmement importants dans les réseaux.

Les débordements récurrents d'ouvrages (déversoir d'orage, trop-plein du bassin) conduisent à rejeter des filasses dans le ruisseau du Pulverbach qui alimente les plans d'eau du secteur du jardin franco-allemand.

Après l'abandon de plusieurs projets pour des raisons financières ou foncières, une nouvelle proposition a été approuvée par la Commission Environnement et Cadre de Vie du 28 novembre 2016 et du Bureau du 1^{er} décembre 2016.

Elle consisterait à implanter judicieusement 2 dégrilleurs automatiques :

- le premier en lieu et place du dégrilleur existant très insuffisamment dimensionné,
- le second au niveau du rejet du déversoir d'orage de l'antenne Est en provenance de la rue de la frontière.

Cette nouvelle disposition garantit la conservation des filasses soit sur le site, soit à proximité immédiate.

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la Commission Environnement et Cadre de Vie,
et du Bureau,
décide à l'unanimité,

- de valider cette nouvelle proposition technique et lancer les consultations pour la réalisation des études et travaux,
- d'autoriser le Président à signer les marchés correspondants,
- d'imputer les dépenses sur les crédits à ouvrir au budget assainissement 2017.

VI. DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES

4. Environnement

f) Déchets ménagers - Sydeme : signature d'une convention pour collectes spécifiques

En application de l'article 2 de ses statuts, le Sydeme peut assurer, à la demande des structures adhérentes, la collecte, le transport et le traitement des déchets issus des déchèteries et/ou relevant de filières spécifiques par voie de convention.

Les prestations spécifiques actuellement assurées par le Sydeme pour la Communauté d'Agglomération sont le transport des bennes de déchèteries, la collecte des biodéchets des producteurs non ménagers, la collecte du verre en apport volontaire et la collecte du papier en apport volontaire.

Par délibération du 5 juillet 2016, le Comité Syndical du Sydeme a autorisé son Président à signer avec chaque intercommunalité concernée une convention régissant l'exploitation de ces collectes spécifiques.

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la Commission Environnement et Cadre de Vie,
et du Bureau,
décide à l'unanimité,

- d'autoriser le Président à signer la convention.

VI. DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES

4. Environnement

g) Déchets ménagers : collecte des déchets dangereux - modification de la prestation

Assurée au titre du marché de collecte des déchets diffus spécifiques (communément appelés déchets dangereux), la collecte des huiles minérales était jusqu'à présent une prestation gratuite.

Or, un arrêté du 08 août 2016 modifie les conditions de ramassage des huiles usagées, puisqu'il a pour objet de supprimer la gratuité de la prestation d'enlèvement des huiles usagées chez les détenteurs en tant que solution d'urgence et temporaire, afin de permettre à la filière de traverser la crise qu'elle connaît actuellement, crise liée à l'effondrement du prix du pétrole.

Le marché prévoyant la possibilité de recourir à un avenant en cas de modification de la réglementation en vigueur, il est proposé de répondre favorablement à la proposition du titulaire du marché, la société Alsadis, en retenant la dernière offre formulée à 150 € HT par tonne collectée.

Le coût de cette prestation est estimé entre 8 000 et 10 000 € par an.

Le Conseil Communautaire,
après avis favorable de la Commission Environnement et Cadre de Vie,
et du Bureau,
décide à l'unanimité,

- d'approuver l'offre du prestataire et d'autoriser le Président à signer l'avenant.

<u>MOTION CONTRE L'IMPLANTATION D'EOLIENNES DANS LA FORÊT DU STIFTWALD</u> <u>A GERSWEILER EN ALLEMAGNE</u>
--

La société allemande DunoAir Windparl Planung prévoit la construction et l'exploitation d'un parc éolien sur le quartier de Gersweiler (commune de Sarrebruck) au droit de la frontière, en limite des communes de Forbach, Petite-Rosselle et Schoeneck.

Ce parc sera composé de 3 éoliennes d'une hauteur de 149 m ; il surplombera de fait la zone d'activités de l'Eurozone de Forbach Nord et sera à proximité immédiate de la cité minière de Wendel Nord à Petite-Rosselle et du lotissement du Quartier de la Ferme à Schoeneck.

- ⇒ Constatant que le dossier transmis aux collectivités françaises n'a fait l'objet d'aucune traduction en langue française ;
- ⇒ Considérant que l'implantation d'un parc éolien en limite territoriale avec les communes de Forbach, Petite-Rosselle et de Schoeneck :
 - Génèrera indubitablement, du fait de sa proximité, des nuisances sonores pour les habitations situées à proximité, dont le lotissement du Quartier de la Ferme à Schoeneck et le quartier d'habitation situé dans le nord de la commune de Petite-Rosselle et aux activités de l'Eurozone Forbach Nord,

- Constituera une gêne visuelle dans le paysage par son dimensionnement et son positionnement, pouvant créer de l'ombre sur les habitations et les immeubles à usage économique situés dans son environnement géographique proche,
 - Constituera une sérieuse contrainte pour le développement de la zone d'activités de l'Eurozone dont plusieurs parcelles proches notamment de l'une d'entre elles (Réf.WEA01) sont encore disponibles à la vente, et portera préjudice aux entreprises déjà installées sur la zone menaçant ainsi la poursuite de leurs activités et, à terme, leur maintien sur place,
 - Perturbera nécessairement les écosystèmes existants, et notamment la faune locale riche en gibier,
- ⇒ Considérant que l'implantation de ces éoliennes doit également être considérée au regard :
- des contraintes liées à la défense aérienne du territoire national et notamment, à la perturbation des détections radar dans l'espace aérien ;
 - de la proximité du couloir aérien de desserte de l'aéroport de Sarrebruck,
- ⇒ Considérant enfin que des leçons doivent être tirées du passé avec l'implantation de l'usine d'incinération de déchets ménagers à Velsen sur la commune de Grossrosseln, qui a suscité tant de polémiques, de débats, de frustrations et de nuisances sur le versant est-mosellan ;

La Communauté d'Agglomération de Forbach Porte de France affirme sa nette opposition à l'implantation de ce parc éolien à la frontière immédiate avec nos 3 communes limitrophes, et demande à ce que l'Etat français et le Ministère sarrois de l'Environnement tiennent compte des inquiétudes formulées.

**Tous les rapports et pièces annexes peuvent être consultés au service des assemblées
de la Communauté d'Agglomération de Forbach Porte de France.**